

Décryptage

Comment Emmanuel Macron veut relancer le chantier de l'école

Le chef de l'Etat entend « accélérer » la réforme du lycée professionnel et la revalorisation des enseignants évoquées depuis plus d'un an. Sur les lycées professionnels, le chef de l'Etat veut un projet de loi d'ici à l'été. Il devrait faire un déplacement cette semaine avec le ministre de l'Education nationale Pap Ndiaye.

Par [Marie-Christine Corbier](#)

Publié le 17 avr. 2023 à 18:06 Mis à jour le 18 avr. 2023 à 12:01

Emmanuel Macron cherche à [relancer son quinquennat](#) et l'éducation figure en tête de ses priorités. Mais pour quoi faire, et aller jusqu'où ? Deux sujets majeurs, inscrits à son programme de campagne, sont encore en chantier : le salaire des enseignants et la réforme des lycées professionnels.

« L'Education nationale doit renouer avec l'ambition d'être l'une des meilleures d'Europe, a lancé le chef de l'Etat, lors de son allocution, lundi soir. Dès la rentrée, notre école va changer à vue d'oeil. Pour les enseignants qui seront mieux rémunérés. Pour les élèves, qui seront davantage accompagnés en français et en mathématiques, pour leurs devoirs, et pratiqueront plus de sport à l'école. Pour les parents qui verront le remplacement systématique des enseignants absents. »

Ce dernier point renvoie aux annonces, très attendues, sur les salaires des enseignants. Elles devraient faire l'objet d'un déplacement cette semaine à Montpellier avec le ministre de l'Education nationale, Pap Ndiaye. L'exécutif veut [un « pacte » pour les enseignants volontaires](#). Ceux qui accepteraient des missions supplémentaires seraient payés plus. Ce pacte serait découpé en plusieurs briques, pour des rémunérations supplémentaires de 1.250 à 3.750 euros brut par an. La première brique, jugée « ultraprioritaire », concerne le remplacement de courte durée. Elle imposerait aux enseignants ayant accepté le pacte de remplacer un collègue absent au pied levé.

Remplacer « du jour au lendemain »

Les syndicats y voient un « non-sens pédagogique ». Ce n'est pas une augmentation de rémunération, c'est du « travailler plus pour gagner plus », arguent-ils encore. Tandis que l'exécutif brandit, à l'adresse des parents d'élèves, le chiffre de 15 millions d'heures de cours perdues. Sans préciser qu'une partie d'entre elles dépendent du fonctionnement même de l'Education nationale. « Je veux qu'à la rentrée prochaine, on puisse remplacer du jour au lendemain les professeurs » dans les collèges et lycées, avait lancé le chef de l'Etat le mois dernier. « C'est une priorité. »

Le ministère mise sur 30 % d'enseignants prêts à accepter l'ensemble des briques du futur pacte. Davantage encore pourraient dire « oui » à un pacte partiel. Si un quart des 480.000 professeurs du secondaire signent le pacte, cela suffira à pallier le problème des absences de courte durée, assure Pap Ndiaye.

« 1.117 postes supprimés »

« Et donc, Monsieur le ministre, vous faites comment pour remplacer les enseignants dans le premier degré ? » a réagi, agacée, la cosécétaire générale du principal syndicat du primaire, Guislaine David, dans un tweet. Le remplacement au pied levé est prévu pour s'appliquer dans les collèges et lycées. « Non, il n'y aura aucune amélioration des remplacements à la rentrée 2023 dans nos écoles, ajoute Guislaine David » en évoquant « 1.117 postes supprimés dans le premier degré à la rentrée ».

Sur les salaires, un autre volet, baptisé « socle », devrait se traduire par [une augmentation plus large](#), y compris pour ceux qui ne signeront pas le pacte. Emmanuel Macron avait promis une augmentation de 10 % pour tous les enseignants, qui s'est transformée en une hausse moyenne de 10 %, faisant beaucoup de déçus. Le ministère a finalement revu sa copie, en élargissant le nombre de bénéficiaires via les primes existantes.

« Le président raconte son histoire et trace des lignes... de fuite, a réagi le secrétaire général du SE-UNSA, Stéphane Crochet, dans un tweet. Pour l'école, il dit annoncer de grands changements dès la rentrée prochaine mais il ressasse toujours la même chose sans entendre les besoins de fonds exprimés par les personnels pour eux et leurs élèves.»

Un projet de loi d'ici à l'été

La réforme des lycées professionnels est l'autre mesure-phare du chef de l'Etat. « Je veux engager la réforme du lycée professionnel pour que le plus grand nombre de nos adolescents et de nos jeunes accède, soit à des formations vraiment qualifiantes, soit à l'emploi », a indiqué lundi soir le chef de l'Etat. [Un propos qu'il avait déjà tenu](#), en mars 2022, comme candidat à la présidentielle. Emmanuel Macron veut « accélérer » avec un projet de loi d'ici à l'été, affirme l'AFP, ce mardi matin.

Emmanuel Macron s'était engagé à augmenter de 50 % la durée des stages des lycéens. [Une idée abandonnée en janvier dernier](#) au vu des critiques et des oppositions syndicales. La ministre déléguée à l'Enseignement et à la Formation professionnels, Carole Grandjean, avait alors reconnu « l'absence de consensus sur l'augmentation de 50 % de périodes de formation en milieu professionnel sur toutes les années de formation ».

Le gouvernement pourrait être tenté de sauver la face en proposant d'augmenter les stages sur l'année de terminale et de les diminuer sur la classe de seconde.

Effacer la réforme Blanquer

Pour tenter de renouer le dialogue avec les syndicats, une autre idée émerge : celle « d'effacer la réforme Blanquer ». Cette dernière reposait sur le « chef-d'oeuvre » - nouvelle épreuve du bac pro -, la co-intervention et les familles de métiers. « On peut faire un chef-d'oeuvre en menuiserie mais en comptabilité, c'est quoi un chef d'oeuvre ? » s'agace un expert. La co-intervention entre enseignants a débouché sur un manque d'heures disciplinaires pour des élèves déjà en difficulté, critiquent les syndicats.

En réaction à la promulgation de la loi retraites, l'intersyndicale ne participera pas à la réunion qui était prévue, ce mardi, avec Carole Grandjean. La ministre voudrait une réunion multilatérale, avec de nouvelles pistes pour rouvrir une période de concertation. Quitte à détricoter ce qui a été tricoté pendant le premier quinquennat ?

Faire la réforme de la réforme, c'est ce que suggère aussi François Bayrou sur le bac. « Parcoursup n'est pas non plus satisfaisant », a-t-il lâché, lundi, sur Franceinfo.